



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Conseil d'administration du 24-02-2025



SOMMAIRE

Introduction	<i>page 3</i>
Le contexte global de la préparation budgétaire 2025	<i>page 4</i>
Le contexte socio-économique mondial	<i>page 4</i>
Le contexte socio-économique français	<i>page 4</i>
La loi de finances 2025	<i>page 6</i>
La situation financière du CDG	<i>page 7</i>
Les résultats provisoires de l'année 2024 en fonctionnement et en investissement	<i>page 7</i>
Comparatif des chapitres budgétaires sur les 3 dernières années	<i>page 9</i>
L'exécution budgétaire 2024	<i>page 11</i>
La dette	<i>page 12</i>
Ratios financiers	<i>page 13</i>
Suivi financier des travaux du siège	<i>page 14</i>
Les réalisations 2024 et les orientations proposées pour 2025	<i>page 15</i>
Contexte général de la préparation budgétaire des Centres de Gestion	<i>page 15</i>
Le pôle Ressources	<i>page 18</i>
Le pôle Statut	<i>page 21</i>
Le pôle Médical	<i>page 23</i>
Le pôle Développement de l'Emploi Public et Usages Numériques	<i>page 24</i>
Les orientations budgétaires 2025	<i>page 27</i>
Le Fonctionnement	<i>page 27</i>
L'investissement	<i>page 30</i>
Les mouvements de personnel sur l'année 2024	<i>page 31</i>
Evolution prévisible des effectifs pour l'année 2025	<i>page 32</i>

INTRODUCTION

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d'orientation budgétaire permet de discuter des orientations budgétaires de l'établissement et d'informer sur sa situation.

Ce document et le débat d'orientation budgétaire qui s'en suit représentent une étape essentielle de la procédure budgétaire. Ils participent à l'information des élus et favorisent la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière du Centre de Gestion préalablement au vote du budget primitif.

Objectifs du DOB :

- Discuter des priorités qui seront affichées dans le budget primitif,
- Etre informés sur l'évolution de la situation financière,
- S'exprimer sur la stratégie financière de l'établissement.

Dispositions légales :

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, des départements, des communes de plus de 3 500 habitants, et enfin des EPCI comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.

En cas d'absence de DOB, toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale.

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle. En conséquence, toute délibération sur le budget qui n'aurait pas été précédée d'un tel débat serait entachée d'illégalité.

Pour rappel, le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

Ce rapport donne lieu à un débat. Celui-ci est acté par une délibération spécifique, qui donne lieu à un vote.

Dans les 2 mois précédant le vote du budget primitif, le Conseil d'Administration doit débattre des orientations budgétaires. Ce débat est ainsi prévu par les dispositions de l'article 33 du décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux Centres de Gestion.

LE CONTEXTE GLOBAL DE LA PREPARATION BUDGETAIRE 2025

Le contexte socio-économique mondial :

- **La croissance mondiale** : En 2024, la croissance mondiale devrait, comme en 2023, atteindre 3,10 % selon l'OCDE, grâce à la bonne performance des économies émergentes asiatiques, mais aussi des Etats Unis où la politique budgétaire a été particulièrement expansionniste et où les ménages ont puisé dans les économies qu'ils avaient accumulées pendant la pandémie.

Dans la zone euro, la croissance économique est estimée à 0,80 % contre 0,50 % en 2023. Les disparités persistent cependant entre les pays. Par exemple l'Allemagne connaît une croissance plus lente à 0,20 % alors qu'en Espagne la croissance économique est vigoureuse à 2,10 %.

En 2025, la croissance économique mondiale est prévue à 3,10 %, toujours portée par la dynamique des pays émergents. Cette prévision est cependant très incertaine, du fait des tensions commerciales croissantes et des incertitudes géopolitiques liées notamment aux différents conflits en cours.

- **L'inflation au niveau mondial** : L'inflation reste une question centrale pour la plupart des économies mondiales. Après avoir atteint un sommet de 7,50% en début d'année, le taux d'inflation mondial est redescendu à 6,40 % en octobre 2024. Les prix de l'énergie et des denrées alimentaires continuent de peser lourdement sur l'inflation, malgré des tentatives d'apaisement par des ajustements de politique monétaire.

En 2025, l'inflation mondiale est prévue à 4,40 % mais, tout comme la croissance économique, elle est tributaire de la situation géopolitique qui demeure instable.

- **Le niveau de pauvreté au niveau mondial** : Le taux de pauvreté mondial montre des signes modestes d'amélioration, passant de 9,20 % en janvier 2024 à 8,60 % en octobre de la même année. Cette baisse, bien que positive, reste insuffisante pour résoudre les disparités croissantes entre les pays riches et les pays pauvres. Les économies en développement continuent de supporter le poids des crises économiques successives, tandis que les gains économiques dans certaines régions ne parviennent pas à être distribués équitablement. La réduction de la pauvreté est entravée par l'augmentation des coûts de la vie et le ralentissement des efforts de relance postpandémie dans plusieurs pays.

Le contexte socio-économique français :

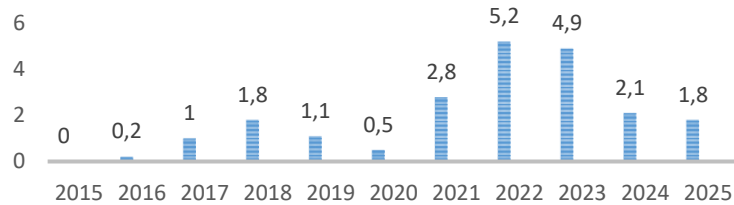
- **La croissance économique française** : L'INSEE prévoit une croissance de 1,10 % pour la France en 2024. Elle a été portée cet été par la tenue des Jeux Olympiques et devrait poursuivre sur cette voie avec une augmentation de la consommation des ménages et de leurs dépenses immobilières d'ici la fin de l'année.

En 2025, le gouvernement table sur le même niveau de croissance qu'en 2024. Cette prévision repose principalement sur l'estimation d'une demande intérieure privée robuste.

- **L'inflation en France** : L'inflation reste une préoccupation majeure. Selon les dernières prévisions de l'INSEE, elle est estimée à 2,10 % en moyenne. Cette estimation reflète une baisse par rapport au niveau élevé de 2023, où l'inflation avait atteint 5 %. Elle continue d'être alimentée par la hausse des prix de l'énergie, des biens alimentaires, et par les tensions sur les chaînes d'approvisionnement. Bien que l'inflation ait légèrement fléchi par rapport à 2023, elle exerce encore une pression sur le pouvoir d'achat des ménages.

En 2025, l'INSEE prévoit un niveau d'inflation à 1,80 %.

EVOLUTION DU TAUX D'INFLATION EN FRANCE EN %



- **Le taux de chômage en France** : Pour 2024, l'INSEE estime que le taux de chômage en France sera d'environ 7,50%. Ce taux est stable par rapport au début de l'année 2024, mais il pourrait légèrement augmenter pour atteindre 7,60 % d'ici la fin de l'année et la connaissance des dernières données chiffrées.

Pour 2025, les prévisions indiquent une légère hausse du taux de chômage, qui pourrait atteindre 7,80 %. Cette augmentation est attribuée à des conditions économiques incertaines et à des ajustements structurels sur le marché du travail.

- **Le niveau de pauvreté en France** : En 2024, l'INSEE estime que le taux de pauvreté en France sera d'environ 14,50 %. Ce taux est stable par rapport à 2023.

Pour 2025, les prévisions indiquent une légère baisse du taux de pauvreté, qui pourrait atteindre 14,20 %. Les populations les plus touchées sont les jeunes, les familles monoparentales et les travailleurs précaires. Les dispositifs sociaux en place n'ont pas pu compenser l'impact de la hausse du coût de la vie sur les ménages les plus vulnérables.

- **L'évolution du pouvoir d'achat en France** : En 2024, l'INSEE estime que le pouvoir d'achat des ménages français devrait augmenter de 0,80 %. Cette hausse est principalement due à la stabilisation des prix de l'énergie et à une légère augmentation des revenus disponibles.

Pour 2025, les perspectives indiquent une croissance du pouvoir d'achat d'environ 1,20 %. Cette amélioration est soutenue par une inflation modérée et une reprise économique progressive, ce qui devrait renforcer le revenu disponible des ménages.

- **La dette publique en France** : En 2024, la dette publique de la France est estimée à environ 112 % du PIB soit 3 228 milliards d'euros.

Cette hausse est due à l'augmentation des dépenses publiques pour soutenir l'économie pendant la crise énergétique et l'inflation, ainsi qu'aux mesures post pandémiques qui ont alourdi les finances publiques.

Pour 2025, les perspectives indiquent une stabilisation de la dette publique autour de 110 % du PIB. Une commission d'enquête parlementaire est convoquée pour comprendre cette brusque dégradation des finances publiques.

- **Le déficit public en France** : Pour 2024, le déficit public de la France est estimé à environ 6 % du PIB. Cette estimation dépasse les prévisions initiales de 5,10 % principalement en raison de recettes fiscales moins importantes que prévu et de dépenses publiques élevées.

Le gouvernement dans sa loi de finances pour 2025 avait envisagé de ramener le déficit à 5 % du PIB en 2025 en annonçant 60 milliards d'économie, dont les 2/3 par une baisse des dépenses.

La loi de finances 2025 :

Faute de vote sur un texte budgétaire à temps avant la fin de l'année, le budget initial de 2024 a été reconduit à l'identique pour 2025 par un décret publié au Journal Officiel le mardi 31 décembre 2024. En attendant l'adoption d'un nouveau budget, le gouvernement a reconduit au 01^{er} janvier les autorisations d'engagement ouvertes par la loi de finances initiale de 2024.

Dans la présentation de son projet de budget pour 2025, le précédent gouvernement de Michel Barnier avait indiqué que cela correspondait à des dépenses de l'état de 492.9 milliards d'euros. Ces crédits sont plus élevés que ce que prévoyait le précédent gouvernement qui planchait sur des économies de plus de 7 milliards d'euros par rapport au budget initial de 2024, dans l'espoir de réduire le déficit.

L'examen du projet de loi de finances, interrompu par la censure du gouvernement Barnier, après son utilisation du 49.3 pour faire passer son texte sans vote, devrait reprendre en début d'année. En attendant, une loi spéciale a été votée fin décembre pour permettre à l'état de continuer à lever l'impôt et de pouvoir faire des emprunts sur les marchés.

Le nouveau premier ministre, François Bayrou a déclaré le 19 décembre dernier, espérer l'adoption d'un budget à la mi-février sans toutefois être sûr d'y arriver. Il a ainsi indiqué qu'il repartirait de la copie qui a été votée au Parlement avant la censure de son prédécesseur.

Le budget de l'Etat a finalement été adopté, ainsi que le premier volet du budget de la sécurité sociale le mercredi 5 février 2025 à l'Assemblée Nationale suivie d'un vote au Sénat le lendemain.

LA SITUATION FINANCIERE DU CDG

Les résultats provisoires de l'année 2024 :

Section de fonctionnement				
	<i>RECETTES</i>	<i>DEPENSES</i>	<i>RESULTATS</i>	<i>EXCEDENT A REPORTER</i>
OPERATIONS DE L'EXERCICE	10 669 482 €	9 558 745 €	1 110 737 €	
RATTACHEMENTS		89 126 €	89 126 €	
TOTAL DE EXERCICE	10 669 482 €	9 647 871 €	1 021 611 €	
REPORT DE L'EXERCICE ANTERIEUR	1 729 052 €		1 729 052 €	
TOTAL	12 398 534 €	9 647 871 €	2 750 663 €	2 750 663 €

Section d'investissement		
<i>DEPENSES / RECETTES</i>	<i>MANDATS OU TITRES EMIS</i>	<i>RESTES A REALISER</i>
DEPENSES DE L'EXERCICE	2 982 065 €	592 202 €
RECETTES DE L'EXERCICE	1 213 874 €	
SOLDE DE L'EXERCICE	- 1 768 191 €	
RESULTAT EXERCICE ANTERIEUR	3 636 357 €	
RESULTAT CUMULE	1 868 166 €	592 202 €
SOLDE D'EXECUTION	1 275 964 €	

Les résultats provisoires de l'exercice 2024 s'établissent à :

- Pour la section de fonctionnement : 1 021 611 €
- Pour la section d'investissement : - 1 768 191 €

Compte tenu des résultats cumulés des exercices précédents, nous pourrions reprendre les sommes respectivement de :

- + 2 750 663 € en fonctionnement
- + 1 868 166 € en investissement (sans les restes à réaliser)

Compte tenu des restes à réaliser, le montant à reprendre serait de 1 275 964 €.

Ces résultats provisoires sont bien entendu à confirmer par l'analyse du compte de gestion du receveur.

Dépenses de Fonctionnement : Réalisées (Comparatif sur 3 ans) :

CHAPITRES	LIBELLES	ANNEE 2022	ANNEE 2023	ANNEE 2024
011	Charges à caractère général	1 623 107 €	3 665 153 €	2 775 674 €
012	Charges de personnel	5 861 362 €	6 079 808 €	6 266 456 €
65	Autres charges de gestion courante	1 008 176 €	259 826 €	228 475 €
66	Charges financières	125 230 €	87 628 €	81 086 €
67	Charges exceptionnelles	493 €	3 360 €	131 121 €
042	Dotations aux amortissements	254 709 €	259 171 €	165 059 €
TOTAL	Dépenses de Fonctionnement	8 873 076 €	10 354 946 €	9 647 871 €

Recettes de Fonctionnement : Réalisées (Comparatif sur 3 ans) :

CHAPITRES	LIBELLES	ANNEE 2022	ANNEE 2023	ANNEE 2024
013	Atténuation de charges	872 871 €	469 734 €	429 701 €
66	Intérêts des emprunts	0 €	0 €	0 €
70	Ventes de produits et prestations	9 108 933 €	8 872 549 €	9 410 313 €
74	Dotations, subventions et participations	17 804 €	511 998 €	455 182 €
75	Autres produits de gestion courante	72 087 €	345 084 €	371 826 €
77	Produits exceptionnels	224 809 €	1 988 €	2 460 €
78	Reprises sur amortissements et provisions	0 €	0 €	0 €
TOTAL	Recettes de Fonctionnement	10 296 505 €	10 201 352 €	10 669 482 €

Dépenses d'Investissement : Réalisées (Comparatif sur 3 ans) :

CHAPITRES	LIBELLES	ANNEE 2022	ANNEE 2023	ANNEE 2024
10	Dotations Fonds divers	0 €	0 €	0 €
16	Emprunts et dettes assimilées	194 173 €	169 316 €	176 027 €
20	Immobilisations incorporelles	17 660 €	35 492 €	27 665 €
21	Immobilisations corporelles	145 947 €	210 980 €	78 349 €
23	Immobilisations en cours	29 570 €	866 637 €	2 700 024 €
27	Dépôts et cautionnements versés	3 250 €	0 €	0 €
TOTAL	Dépenses d'Investissement	390 600 €	1 282 425 €	2 982 065 €

Recettes d'Investissement : Réalisées (Comparatif sur 3 ans) :

CHAPITRES	LIBELLES	ANNEE 2022	ANNEE 2023	ANNEE 2024
10	Dotations, Fonds divers et réserves	1 021 761 €	1 022 230 €	1 048 815 €
13	Subventions d'Investissement	0 €	0 €	0 €
16	Emprunts et dettes assimilées	29 339 €	0 €	0 €
20	Immobilisations incorporelles	0 €	0 €	0 €
21	Immobilisations corporelles	0 €	0 €	0 €
23	Immobilisations en cours OBO	0 €	0 €	0 €
27	Dépôts et cautionnement versés	0 €	0 €	0 €
28	Amortissements des immobilisations	254 709 €	259 171 €	165 059 €
TOTAL	Recettes d'Investissement	1 305 809 €	1 281 401 €	1 213 875 €

L'exécution budgétaire de l'exercice 2024 :

L'exécution budgétaire 2024 de la section de fonctionnement :

	DEPENSES REALISEES	RECETTES REALISEES	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024
SECTION DE FONCTIONNEMENT	9 647 871 €	10 669 482 €	1 021 611 €

L'exécution budgétaire 2024 de la section d'investissement :

	DEPENSES REALISEES	RECETTES REALISEES	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024
SECTION D'INVESTISSEMENT	2 982 065 €	1 213 874 €	- 1 768 191 €

Sans anticiper sur les commentaires du compte administratif, et dans l'attente du compte de gestion définitif, il convient d'observer que l'exécution budgétaire de la section de fonctionnement pour l'année 2024 présente un solde positif de 1 021 611 €. En 2023, le résultat de la section de fonctionnement présentait un déficit de 153 594 € au terme de l'exercice. Ce résultat excédentaire 2024 est lié à une baisse importante de nos dépenses de fonctionnement sur l'année (- 707 075 €) et à une augmentation de nos recettes (+ 468 130 €).

La première explication réside dans la prise en charge des droits syndicaux. En effet, les dépenses de fonctionnement reprises au chapitre 011, charges à caractère général, font état d'une dépense en 2023 de 3 665 153 € contre 2 775 674 € en 2024. C'est donc à ce stade une baisse des dépenses de 889 479 €. Rappelons que sur l'année 2023, un effort particulier avait été réalisé pour remédier au retard pris dans le cadre des remboursements des décharges et autres autorisations d'absences pour des motifs syndicaux. Le travail réalisé par le service gestionnaire, c'est-à-dire le service de la gestion des carrières et le service financier porte ses fruits, et nous sommes revenus à une situation de liquidation sur l'année en cours des sommes dues aux collectivité et établissements.

La seconde explication concerne nos recettes, où est observée au chapitre 70, Ventes de produits et prestations, une augmentation de 537 764 €. Plusieurs articles de ce chapitre sont à l'origine de cette constatation. Ainsi, on identifie que + 100 000 € sont enregistrés au niveau de la récupération du coût lauréat à l'article 708773, et + 200 516 € à l'article 706 888 qui enregistre les remboursements toujours pour les concours du CDG 59. Le delta restant étant ventilé entre les cotisations obligatoires et facultatives et bien entendu la facturation par conventionnement des missions effectuées par nos services.

Bien entendu, une explication plus détaillée de la section de fonctionnement vous sera présentée dans le cadre de l'examen du Compte Administratif et du Compte de Gestion 2024.

Au niveau de la section d’investissement, sur les 2 982 065 € de dépenses totales, 2 700 000 € soit 90 % du montant total de nos dépenses sont relatives aux travaux d’extension du siège. L’échéancier et le planning de réalisation prévoyaient en 2024, la charge la plus importante tant au niveau financier qu’au niveau du déroulé du chantier. Un focus sur ce point particulier sera dressé dans les pages qui suivent afin que vous puissiez connaître l’évolution et le suivi de cette réalisation.

Au niveau des recettes d’investissement, celles-ci reposent en quasi-totalité sur notre excédent de fonctionnement sur lequel nous réalisons un prélèvement afin d’alimenter la section d’investissement. Pour 2024, cette ponction a été constatée pour un montant de 1 000 000 €. Les travaux de rénovation ont ainsi été honorés par notre établissement sans recourir à l’emprunt, par notre capacité d’autofinancement et les prélèvements opérés sur notre excédent de fonctionnement capitalisé.

Le résultat de la section d’investissement présente donc un solde déficitaire à la clôture de l’exercice d’un montant de 1 768 191 € pour les raisons exposées ci-avant.

La dette :

Le Centre de Gestion devra s’acquitter d’un montant total de capital restant dû correspondant au montant total des prêts en cours, qui se décompose comme suit pour l’année 2025 :

- * **183 004 €** en remboursement du capital contre 176 028 € en 2024
- * **79 296 €** en intérêts, contre 83 285 € en 2024

Répartition des emprunts par organisme prêteur :

<i>ORGANISME PRETEUR</i>	<i>CAPITAL RESTANT A REMBOURSER</i>
DEXIA CLF BANQUE (fin 2038)	1 832 599 €
CAISSE D’EPARGNE (fin 2026)	86 065 €

Tableau des ratios financiers 2022-2024 :

	ANNEES		
	2022	2023	2024
<i>Recettes de fonctionnement</i>	10 296 505 €	10 201 352 €	10 669 482 €
<i>Dépenses de fonctionnement (sauf frais financiers)</i>	8 747 847 €	10 311 519 €	9 566 785 €
<i>Épargne de gestion</i>	1 548 658 €	-110 167 €	1 102 697 €
<i>Frais financiers Intérêts des emprunts</i>	93 918 €	87 628 €	81 086 €
<i>Épargne brute ou capacité d'autofinancement</i>	1 454 740 €	-197 795 €	1 021 611 €
<i>Remboursement en capital de la dette</i>	162 861 €	169 316 €	176 028 €
<i>Épargne nette</i>	1 291 879 €	-367 111 €	845 583 €
<i>Charges de la dette</i>	0.03	0.02	0.02
<i>Taux d'endettement</i>	0.27	0.21	0.18
<i>Capacité de désendettement</i>	2.04 ans	-	1.88 ans

L'épargne de gestion : C'est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement hors frais financiers (intérêts de la dette). C'est le montant à la disposition de l'établissement avant remboursement des annuités de la dette qui ne tient donc pas compte de la politique d'endettement.

L'épargne brute ou la capacité d'autofinancement : Pour simplifier les calculs, il suffit de déduire de l'épargne de gestion les intérêts de la dette.

L'épargne nette ou autofinancement disponible : C'est l'épargne brute diminuée du remboursement en capital de la dette.

La charge de la dette : Elle correspond au montant de l'annuité emprunt (intérêts + capital) divisé par les recettes réelles de fonctionnement. Pour 2024, ce montant est égal à $86\,086\,€ + 176\,028\,€$ soit $262\,114\,€ / 10\,669\,482\,€ = 0.02$

Le taux d'endettement : Il correspond à l'encours de la dette divisé par les recettes réelles de fonctionnement. Cela souligne le nombre d'années nécessaires à l'établissement pour rembourser la totalité de sa dette. Soit $1\,918\,664\,€ / 10\,669\,482\,€ = 0.18$.

La capacité de désendettement : Elle est calculée en divisant l'encours de la dette par l'épargne brute soit : $1\,918\,664\,€ / 1\,021\,611\,€ = 1.88$. Cet indicateur permet de véritablement mesurer la solvabilité du Centre de Gestion en calculant le nombre d'années d'épargne qui est nécessaire pour rembourser la totalité de son encours de la dette.

Le ratio trésorerie en nombre de jours : Montant du solde de trésorerie / dépenses réelles totales le tout multiplié par 360 ($4\,575\,612\,€ / 9\,647\,871\,€$) x 360 = 171 jours de dépenses contre 199 jours en 2023.

SUIVI FINANCIER DES TRAVAUX DE L'EXTENSION DU SIEGE

Suivi de trésorerie des travaux :

Il s'agit de vous présenter ici le tableau de suivi financier des travaux d'extension du siège à travers le mandat confié à Territoires 62.

Situation n°	Avances versées par le CDG	Factures justifiées par Territoires 62
01	143 400.00 €	127 544.64 €
02	174 100.64 €	13 863.00 €
03	33 907.00 €	96 764.23 €
04	570 000.00 €	119 425.93 €
05	1 090 000.00 €	750 160.78 €
06	730 000.00 €	814 388.26 €
07	850 000.00 €	
TOTAL	3 591 407.64 €	1 922 146.84 €
Solde de trésorerie en faveur du CDG		1 669 260.80 €

Le CDG 62 au travers des avances et des paiements justifiés par Territoires 62, présente un solde positif de 1 669 260.80 € qui servent à payer les entreprises dans le cadre de l'établissement des situations de travaux.

Montant des travaux TTC présenté dans le CRAM 2024 (Compte Rendu Annuel au Mandant) :

Montants des travaux TTC du CRAM 2024	
Travaux (y compris aléas et actualisations) *	3 551 739.00 €
Honoraires des travaux	285 052.00 €
Etudes préalables	36 924.00 €
Frais divers	49 011.00 €
TOTAL DES TRAVAUX	3 922 726.00 €
Paiement du mandataire Territoires 62	137 136.00 €
TOTAL GENERAL	4 059 862.00 €

- Sont repris dans le coût des travaux 120 000 € au titre des aléas de travaux et 60 000 € au titre de l'actualisation des prix.

Reste à payer sur l'opération :

	Montants travaux et mandataire	Sommes versées par le CDG	Reste à payer
Total des travaux	3 922 726.00 €	3 591 407.64 €	331 318.36 €
Paiement du mandataire	137 136.00 €	120 883.10 €	16 252.90 €
TOTAL	4 059 862.00 €	3 712 290.74 €	347 571.26 €

Le détail de l'opération présenté ci-dessus s'entend hors avenants de travaux (agrandissement du parking, aménagement de la courserie), révisions et actualisations de prix.

Reste à payer environ 9 % de l'opération réalisée en autofinancement.

LES REALISATIONS 2024 ET LES ORIENTATIONS PROPOSEES POUR 2025

Contexte général de la préparation budgétaire du Centre de Gestion :

La procédure d'élaboration du budget primitif dont le Débat d'Orientation Budgétaire fait partie, est une démarche qui vise à la mobilisation des moyens humains et financiers nécessaires à la réalisation des projets portés par le Président et le Conseil d'Administration de notre établissement.

L'année 2025 coïncidera avec la fin des travaux engagés pour la réhabilitation et l'extension de notre siège. Ceux-ci devraient se terminer dans les délais impartis et ainsi pouvoir accueillir l'ensemble de nos services, sauf bien entendu les antennes médicales développées dans certains secteurs du département. Ce bâtiment permettra également l'organisation de certains concours et examens professionnels, avec notamment la possibilité de réaliser les épreuves orales de ceux-ci. C'est donc un outil supplémentaire pour l'exercice et la réalisation de nos missions mais également une possibilité supplémentaire pour pouvoir accueillir des réunions et autres formations.

Il est également important de rappeler les grands axes du projet de notre établissement :

- L'accompagnement renforcé des collectivités,
- Le développement de nouveaux services et de nouvelles missions,
- L'amélioration et la qualité du service rendu,
- L'optimisation de l'organisation de l'établissement,
- La mobilisation de nos ressources,
- Le développement de nos partenariats,
- Le besoin de proximité.

Les employeurs publics locaux font face à l'intensification des enjeux de recrutement et d'attractivité. Ils doivent aussi composer avec la complexification des relations de travail. Dans cette perspective, les missions de notre établissement rendent notre action encore plus stratégique. L'adaptation de nos offres et les améliorations et développements que nous déployons pour ce faire, sont des défis quotidiens qui mobilisent les élus et les agents du Centre de Gestion.

Le but premier d'un établissement comme le Centre de Gestion est de répondre aux attentes et aux besoins des collectivités et établissements qui nous sont affiliés, et pour lesquels le Centre de Gestion agit comme un tiers de confiance et ceci dans des domaines de plus en plus variés.

En sus de l'expertise statutaire, de l'organisation des concours et examens, et de la gestion de l'emploi public, qui constituent notre cœur de métier, le Centre de Gestion du Pas-de-Calais a développé un nombre important de services et de missions à cet effet :

L'assurance statutaire, la protection sociale complémentaire, la paie à façon, la plateforme des marchés publics, le service de remplacement, le service usages numériques avec la partie RGPD, signature électronique, @parapheur, idelibre, la transmission des actes au contrôle de légalité, l'archivage classique et l'archivage numérique, la prévention, la médecine professionnelle et préventive sous un angle pluridisciplinaire avec des psychologues du travail...

C'est ainsi une véritable boîte à outils qui est proposée à nos affiliés, en veillant à respecter l'équilibre financier global de l'établissement, et dans un temps très proche, par la connaissance des équilibres des services et missions ainsi mis en place. Ce dernier point soulevé par la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport au titre « des recommandations de performance » est actuellement en phase de mise en place et de test. L'outil développé par le GIP informatique des Centres de Gestion, donc par les Centres de Gestion pour les Centres de Gestion, est actuellement en test sur les données de l'exercice 2024 pour avoir une première analyse et un premier retour sur la méthodologie à appliquer. Bien entendu, nous effectuons le paramétrage dans le même temps sur l'exercice 2025 avec la création de centres de coûts, de codes analytiques, et de la ventilation des charges et des produits avec utilisation de clés de répartition. Ce travail en cours repose pour une grande

partie sur le service des finances sur l'aspect préparatoire, mais se doit d'être compris et utilisé par l'ensemble des services pour que les résultats obtenus au terme de l'exercice soient représentatifs, tant au niveau financier, qu'au niveau de l'activité du service ou de la mission.

Sur cette base, il appartiendra au Conseil d'Administration de procéder aux arbitrages nécessaires par la révision ou non de nos tarifications ou encore de nos cotisations. L'outil de gestion analytique nous permettra ainsi de moduler nos taux de cotisations et la tarification de nos missions en fonction des coûts réels des prestations, tout en alimentant des indicateurs d'évaluation et de performance.

Lors du dernier Rapport d'Orientation Budgétaire présenté à l'assemblée le 15 février 2024, nous avons déjà entrepris un certain nombre de changements avec notamment la clarification de certaines situations. Ainsi les 3 rappels au droit de la Chambre Régionale des Comptes ont donné lieu à des corrections (cartes d'achats, amicale du personnel, engagement des dépenses). Sur les 3 recommandations de performance (la comptabilité analytique, les procédures budgétaires et comptables, le rapport cotisations/coût des missions) nous pourrions également répondre à nos obligations en la matière.

L'amélioration de la qualité de vie du personnel du Centre de Gestion fait également partie des sujets importants pour lesquels des actions ont été menées :

En matière de formation :

- Formation au management pour les cadres et encadrants intermédiaires : **Réalisée**
- Formation à la communication non violente : **Réalisée**
- Formation à la gestion de la colère et de l'agressivité : **1er trimestre 2025**
- Formation spécifique (Outlook) : **Réalisée**

En matière de ressources humaines :

- Mise à jour du règlement intérieur : **En cours**
- Boîte à outils pour gérer les situations complexes : **Réalisée**
- Mieux accueillir les nouveaux arrivants, livret d'accueil et rapport d'étonnement : **En partie**
- Plan de formation adapté aux besoins des agents et des services : **Réalisé**

En matière de communication :

- Charte de bonnes pratiques des NTIC : **En cours**
- Meilleure circulation de l'information et de la communication : **En cours**
- Trombinoscope des agents : **Réalisé**
- Refonte de l'intranet : **En cours de finalisation** (présentation au dernier Codir élargi de décembre 2024 et à la cérémonie des vœux du 31 janvier 2025).

De nombreuses actions ont déjà été réalisées visant à l'amélioration des conditions de travail, des relations et des échanges entre les services. Ainsi certaines procédures et démarches ont été simplifiées : la réservation de salles ou de véhicules par exemple, la création de FAQ sur le télétravail, la gestion du logiciel de pointage INCOVAR, afin d'uniformiser les méthodes et les réponses au sein des différents services.

Le Centre de Gestion poursuit également le déploiement de sa présence sur le territoire par un maillage du département, au plus près des collectivités et établissements publics.

A ce titre nous avons :

- Assuré des déplacements réguliers pour promouvoir nos actions et nos services ;
- Animé de nombreux webinaires thématiques (archivage, usages numériques, emploi public, PSC... ;
- Participé à des forums de l'emploi et des métiers ;
- Assisté à des séminaires et congrès, AMF62, ANDCDG, SNDGCT, ETS Strasbourg.

Le Centre de Gestion du Pas-de-Calais a affirmé encore cette année une présence active sur le terrain au plus proche des territoires, sur l'actualité juridique et les questions statutaires, mais également sur des thématiques particulières.

Il en est ainsi de toutes les interventions opérées dans le cadre de nos missions obligatoires et facultatives. On peut citer les déplacements du service juridique associé au service de la gestion des carrières pour tout ce qui concerne le suivi des agents. Les très nombreuses interventions du service Usages Numériques pour ce qui relève du protocole Actes et de la signature électronique mais également du RGPD et de la cybersécurité. Des réunions de présentation du dispositif aussi bien de Prévoyance que de la Santé aux élus, mais également aux agents dans le cadre de la PSC « Protection Sociale Complémentaire », demande accrue pour répondre aux obligations légales de 2025 et 2026.

Une présence accrue sur le terrain en 2024 qui devrait encore s'amplifier en 2025 avec les différentes réformes attendues ou en cours. Ainsi même si en 2024, nous n'avons pas organisé les « Rencontres du Territoire », celles-ci ont été organisées et réalisées sur les mois de janvier et février de cette année. Le format sur la matinée, avec une partie d'échanges avec le public a été retenue en sus des 3 thématiques inscrites au programme à savoir :

- La PSC Santé et prévoyance
- La paie à façon et SOS paie
- Le réseau des secrétaires généraux de mairie

N'oublions pas non plus d'évoquer un autre moment d'échange qui connaît un succès grandissant : la journée « Portes Ouvertes du CDG 62 ». Cette 3^{ème} édition organisée le 13 juin 2024 avait pour thèmes : l'archivage et l'animation du réseau des secrétaires généraux de mairie par le Centre de Gestion. Tous se sont donnés rendez-vous en 2025 pour une nouvelle journée de rencontres et d'échanges. Celle-ci pourrait également coïncider avec l'inauguration de nos nouveaux locaux devenus opérationnels.

Enfin et en dernier lieu, le Centre de Gestion renoue ou noue de nouveaux partenariats tant au niveau national avec la Fédération Nationale des Centres de Gestion qui représente les Présidents, qu'à l'Association Nationale des Directeurs de Centres de Gestion. Au niveau régional avec la conférence des Présidents des Centres de Gestion des Hauts de France, le Secrétariat Général des Affaires Régionales pour la plateforme RH. Enfin au niveau départemental avec la Préfecture du Pas-de-Calais, l'Association des Maires du Pas de Calais, la Direction Générale des Finances Publiques avec la signature d'une convention de partenariat, France Travail, le CLEP 62, sans oublier les réunions liées aux sensibilisations à la Cybersécurité, où sont présentes la Gendarmerie Nationale, l'Association Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information, et la Région Hauts de France au travers du CSIRT.

Après avoir introduit les grands axes et le positionnement global de l'établissement, il vous est proposé de retracer au travers des différents pôles, les activités 2024 et les objectifs affichés pour 2025.

Le pôle Ressources :

Archives internes :

Ce service assure le tri, le classement, le rangement et enfin l'élimination des documents produits par l'activité des services de notre établissement. Il est ainsi intervenu en 2024 sur le service comptabilité-paie, en organisant le tri et le rangement de 250 mètres linéaires de documents, mais également pour le compte des instances médicales, où on mesure désormais 155 mètres linéaires de dossiers classés par année, puis par ordre alphabétique, avec une répartition entre les communes et établissements affiliés et les adhérents au socle commun qui nous ont confié la gestion de leurs instances médicales.

Par ailleurs, outre le fait de stocker les dossiers en cours, il a été procédé à la numérisation de ceux-ci. Ceux sont donc 845 798 feuilles scannés puis insérés dans le logiciel de Gestion Electronique de Documents.

Cette procédure longue et fastidieuse a bien entendu été soumise à l'approbation des archives départementales par la mise en place d'un protocole d'archivage.

Ces opérations ont permis la suppression de près de 2 tonnes de documents devenus inutiles ou hors des délais légaux de durée d'utilité administrative.

Pour 2025, il est attendu du service la mise en place, ainsi que cela a été réalisé pour les instances médicales, du protocole de numérisation des dossiers agents en carrière. Là encore, les chiffres compte tenu du nombre d'agents, du nombre d'actes réalisés pour la gestion du personnel, feront grimper les statistiques du service de manière importante.

Services finances :

Comme évoqué dans nos précédents DOB, le service des finances a anticipé le passage à la M57 en s'inscrivant dans la démarche au 01^{er} janvier 2023, soit une année avant les obligations légales. Cette année encore, il a été procédé à quelques ajustements au niveau du plan de comptes pour asseoir nos données et nos méthodes dans la continuité. La dernière mouture de la M57 est parue par arrêté ministériel du 20 décembre 2024.

Le Centre de Gestion du Pas-de-Calais a entrepris la mise en place, ainsi que l'avait recommandé la CRC, de la comptabilité analytique au sein de l'établissement. Le GIP des Centres de Gestion possède un tel outil qu'il déploie dans de nombreux Centres de Gestion, avec un accompagnement humain par des experts en ce domaine a été retenue. Nous n'avons donc pas donné suite à la consultation lancée par nos services sur ce point, et nous avons donc retenu ce logiciel et la prestation qui l'accompagne, développé par les Centres de Gestion pour les Centres de Gestion.

Une charge de travail reposera sur le service des finances pour la préparation et le suivi des imputations et le respect par les services des instructions relatives à la codification analytique des dépenses et des recettes. C'est donc l'ensemble des services qui seront mobilisés à des degrés différents pour cette première année. Ainsi en début d'année 2026, nous pourrons avoir le premier retour de l'exercice budgétaire 2025 avec une ventilation analytique, et donc posséder des informations pertinentes sur le coût de nos missions et nos services.

Un premier travail d'appropriation est en cours de réalisation sur les données de l'exercice 2024, qui nous donnera les premières informations sur le travail à réaliser et à mettre en place, mais également une première approche sur la base de nos tarifications et l'utilisation de nos cotisations.

Le service Finances sera également engagé dans la sécurisation des circuits financiers dans le cadre notamment de la nouvelle responsabilité des gestionnaires publics. En effet, depuis 2023 maintenant, le régime spécifique de responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics a disparu, au profit d'un régime de responsabilité unifié de gestionnaires publics, qu'ils exercent des fonctions d'ordonnateur ou de comptable.

Ainsi l'ordonnance du 23 mars 2022 et son décret d'application du 22 décembre 2022 prévoient un régime de responsabilité commun aux ordonnateurs et aux comptables dans lequel seront poursuivies les infractions constitutives d'une faute grave ayant causé un préjudice financier significatif. Les premières jurisprudences viennent expliciter cette nouvelle procédure.

Une formation de nos services sera mise en place et dispensée par la Direction Générale des Finances Publiques prochainement.

Bien entendu, nous continuons de porter nos efforts sur le respect de la comptabilité d'engagement des dépenses et des recettes entrepris en 2023 et sur l'année 2024, dans le respect des consignes de la CRC

La paie à façon :

Le service mis en place au 01^{er} janvier 2023 faisait état à cette date de 8 collectivités et établissements publics. Au total le service a procédé à l'émission de 5 321 fiches de paie sur l'année soit une moyenne mensuelle de 443 rémunérations.

En 2024, on note la présence de 15 collectivités et établissements qui ont donné lieu à la confection de 750 fiches de paie mensuelles soit sur l'année 9 000 bulletins de salaire. Pour 2025, nous enregistrons 21 collectivités et établissements qui donneront lieu à réalisation d'environ 850 bulletins mensuels, soit sur l'année 10 200 fiches de salaire.

On observe une montée en charge progressive du service. Chaque année nous constatons de nouvelles adhésions. Ainsi, même si une collectivité importante a fait le choix de nous quitter au 01^{er} janvier 2025 après 2 années de fonctionnement, son départ est compensé par les nouveaux arrivants. Un établissement public de coopération culturelle de 100 agents et une collectivité de 200 agents nous ont rejoints. N'arrivant pas à recruter de gestionnaires paie, le Centre de Gestion a pu leur apporter son savoir-faire en la matière. Par ailleurs, les 2 entités concernées ont pu apprécier le professionnalisme du service car, devant l'impossibilité pour eux de réaliser les paies de novembre et décembre 2024, les agents du Centre de Gestion concernés par la mission ont assuré cette prestation à titre d'essai, et ceci dans le cadre d'une nouvelle proposition et d'un complément au service paie à façon, à savoir SOS PAIE.

Cette prestation nouvelle SOS PAIE est destinée à assurer la confection des bulletins de salaires et indemnités, des agents et élus, en cas d'impossibilité par la commune ou l'établissement de réaliser temporairement cette tâche. Après un audit sur place rapide, destiné à récupérer les informations nécessaires, la mission SOS paie interviendra notamment en distanciel pour assurer la réalisation des bulletins. C'est donc une prestation supplémentaire et complémentaire à la mission paie à façon que nous entendons mettre en place au cours du second trimestre 2025.

Pour ce faire, les services « paie du CDG » et « Paie à façon » ont été rassemblés après consultation des agents concernés. Ceux sont donc désormais 5 agents qui assurent les prestations décrites ci-avant.

Service informatique :

Ce service est particulièrement sollicité par les agents du Centre de Gestion. Présent dans la quasi-totalité des projets portés par notre établissement, c'est un service majeur apprécié par tous pour sa disponibilité mais également et surtout pour sa compétence.

Sur l'exercice 2024, outre cet accompagnement au quotidien, un long travail de préparation a été engagé sur les équipements de nos futurs locaux.

Ainsi pour l'année 2025, il sera procédé au changement de l'opérateur de téléphonie fixe et d'internet. Le Centre de Gestion a en effet souscrit à l'offre soutenue par Fibre Numérique 5962, en retenant la solution présentée par le groupe LINKT, opérateur télécom de solutions professionnelles dédiées aux services Internet, cloud et sécurité pour les entreprises et les collectivités. L'économie réalisée en passant par ce prestataire n'est pas uniquement la seule raison de ce changement. D'autres collectivités ont également fait le choix de quitter l'opérateur historique pour cette offre. On peut citer la ville de Boulogne sur Mer, la Région Hauts de France, et bien entendu des entreprises privées comme Intersport ou encore Leroy Merlin.

Le service informatique disposera également d'une nouvelle salle serveur qui est actuellement en cours d'équipement. La salle climatisée accueillera les baies de brassage et de stockage et surtout les équipements

de sécurité nécessaires à notre établissement, qui renferme des données sensibles pouvant attirer la convoitise de personnes mal intentionnées.

Par ailleurs, le service est en charge de l'équipement audio et vidéo des nouveaux locaux, écrans, appareils de projection, sonorisation et affichage dynamique. La future salle du Conseil d'Administration destinée à accueillir les réunions de nos instances sera également équipée en fonction des possibilités d'aménagement et des propositions retenues au terme de la consultation lancée.

Enfin, la vidéo protection est en cours de déploiement afin d'assurer la protection de nos équipements et de nos installations.

A cet effet, une étude d'installation a été réalisée et le groupe Eiffage est en charge de sa mise en service et ceci sur la totalité du site, dans le respect bien entendu de la législation existante et dans le cadre des autorisations à solliciter.

L'assurance statutaire / PSC :

L'année 2024 coïncidait avec la relance du contrat Assurances statutaires. 2 Assureurs ont été retenus au terme de la procédure à savoir CNP et GROUPAMA suivant la décomposition en lots que nous effectuons, fonction de la taille des collectivités.

Il convient d'observer que le marché des assurances, statutaires ou non d'ailleurs, connaît une situation de plus en plus tendue. En effet, de nombreuses collectivités ont fait l'objet soit d'une radiation sèche ou alors, les avenants d'augmentation étaient tel qu'elles ne pouvaient pas accepter ceux-ci.

Notre établissement est donc reparti sur un volume d'adhérents au moins équivalent à celui des contrats précédents à savoir près de 380 collectivités et établissements répartis sur nos différents lots. Pour 2025, nous avons enregistré de nouvelles adhésions notamment sur de petites structures suite à une vague de radiation d'un assureur. Le contrat groupe est donc un refuge et une alternative efficace pour la gestion du risque assurantiel des agents au sein des collectivités.

La lutte contre l'absentéisme est au centre de l'avenir même de nos contrats pour assurer leur pérennité et la maîtrise des coûts inhérents à la gestion des personnels. Une phase de réflexion est en cours avec les assureurs pour apporter des solutions, par la mise en place de réunions, de webinaires, de suivi des collectivités impactées, afin de pouvoir juguler les absences pour raisons de santé.

Au niveau de la Protection Sociale Complémentaire, il convient de rappeler que le Conseil d'Administration s'était prononcé en faveur de la prolongation d'une année du contrat Santé nous liant avec le groupe VYV – MNT. En fin d'année 2023, nous enregistrons 2 700 agents adhérents pour près de 5 000 bénéficiaires. Ce contrat s'est maintenu économiquement sur les 6 années et les augmentations tarifaires recensées en 2023 et 2024 de 2 %, sont sans commune mesure avec celles que nous avons pu observer dans le secteur privé. Nous avons également enregistré en 2025 de nouvelles adhésions dont une collectivité qui compte plus de 800 agents.

C'est donc un contrat qui se porte bien et qui sera relancé cette année pour un effet au 01^{er} janvier 2026, qui correspondra, et c'est une des raisons de la prolongation, avec l'obligation faite aux collectivités et établissements de participer sur le risque Santé à hauteur de 15 euros par mois et par agent.

Au niveau de la Prévoyance, nous avons fait évoluer notre contrat à effet du 01^{er} janvier 2025, faute de quoi toute participation de la part des collectivités sur ce risque aurait été interdite. Le décret 2022-581 du 20 avril 2022 définit désormais les conditions minimales des contrats et ceci notamment en prévoyance avec un panier de garanties composé de l'incapacité et de l'invalidité.

Dès lors, un travail de communication a été entrepris avec les équipes de Relyens pour informer l'ensemble de nos adhérents et par suite les 12 000 agents qui souscrivent à la convention présentée par notre établissement. Autre fait marquant pour le service sur cette activité, l'adhésion de 2 collectivités importantes en terme de volume d'agents gérés. Pour chacune d'elle, nous avons organisé une semaine de présentation en présentiel

sur différents sites pouvant nous accueillir afin d’aller au plus près des agents, et répondre ainsi à leurs attentes et besoins.

Ce ne sont pas bien entendu les seuls services concernés au niveau du pôle ressources. Des objectifs ont été fixés à chacun lors du dernier codir élargi par le Directeur Général des Services, et on peut citer à titre d’exemple, la mise en place de fiches pratiques pour faciliter et sécuriser nos achats avec un renforcement des contrôles et des conseils auprès des services opérationnels, une assistance accrue sur la plateforme des marchés. Pour les services techniques, le rôle premier est bien entendu d’assurer la réception des travaux de l’extension du siège qui se termineront dans les délais impartis, de superviser l’agrandissement et l’aménagement de notre future salle des instances, la création de places de stationnement supplémentaires, les travaux sur les ateliers avec le désamiantage du site et la déconstruction de certaines zones identifiées, et enfin la sécurisation du site.

Le pôle Statut :

Les droits syndicaux :

Le service Gestion des Carrières a pris en charge la mission, et ceci officiellement depuis le 01^{er} juillet 2023. Un effort important a été consenti en 2023 pour rattraper le retard pris dans les remboursements aux collectivités et établissements, dont les agents font l’objet soit de décharges d’activité de service ou d’autorisations d’absences syndicales. En 2024, nous revenons à une situation quasi normale et les remboursements sont opérés sur l’année en cours, dès lors que nous disposons des pièces nécessaires.

ANNEE DE PAIEMENT	2021	2022	2023	2024
DROITS SYNDICAUX PAYES PAR ANNEE	632 024 €	749 750 €	1 743 643 €	964 247 €

Précisons également que désormais nous remboursons également le régime indemnitaire versé à l’agent ce qui n’était auparavant pas le cas, mais qu’en contrepartie nous avons diminué le volume des heures accordées aux organisations syndicales en revoyant le protocole sur l’utilisation des droits syndicaux.

Le partenariat CNRACL :

Le partenariat CNRACL a vérifié et traité au cours de l’année 466 dossiers de liquidation de retraite. Ce service a par ailleurs assuré le traitement d’autres dossiers préalables à l’étude des droits à pension. Il s’agit de dossiers de régularisation de situations ou de périodes, la réalisation de simulation de pension et de mise à jour de comptes de droits. 178 dossiers ont été traités à cet effet.

Ce service est bien entendu sollicité par de nombreux agents qui s’interrogent sur les conditions de leur départ en retraite, et par les collectivités qui ont la charge de la confection du dossier et de la fourniture des pièces nécessaires.

A ce titre, 1693 appels téléphoniques et 2 255 mails ont été réceptionnés sur des questions relatives à la retraite.

Pour 2025, il sera mis en place le dispositif APR, c’est-à-dire un Accompagnement Préalable à la Retraite, qui consiste en l’organisation d’un rendez-vous entre l’agent éligible à la retraite, un représentant des ressources humaines de la collectivité dont il dépend et bien entendu le relais CNRACL du Centre de Gestion, dans le cadre de la convention qui nous lie avec la Caisse des dépôts pour la gestion du fonds CNRACL.

L’APR permet à l’agent de percevoir les informations utiles à la préparation de son départ en retraite avec notamment, une estimation de son âge de départ en retraite, une estimation du montant de sa pension, et des précisions sur les démarches à effectuer auprès d’autres organismes. C’est donc l’occasion de vérifier la

complétude du dossier et une aide à la décision pour l'agent. Le service est également sollicité pour la mise en place d'ateliers de formations et nous continuons de répondre favorablement à ces sollicitations.

L'expertise juridique et statutaire - Référent déontologue et référent laïcité :

Le tableau ci-après reprend les différentes interventions du service sur les 3 dernières années. Chaque année le nombre de questions posées par les collectivités et établissements augmente et ceci aussi bien sur les questions relevant de la gestion des carrières, qu'en matière de laïcité et de déontologie.

Au niveau du statut nous nous efforçons de répondre dans un délai de 2 à 3 jours, sauf circonstances exceptionnelles, afin d'assurer une qualité de service renforcé auprès de nos adhérents.

Pour 2025, le service s'attachera à développer une bibliothèque de modèles, car en sus des questions posées, il nous est, à maintes reprises, demandé des modèles à adapter au profil de la collectivité ou de l'établissement afin d'assurer la sécurité juridique de la rédaction des actes.

Toujours dans le cadre d'assurer une qualité de service optimale, la saisine des référents laïcité et déontologie pourra être effectuée de manière dématérialisée par le biais de « démarches simplifiées ». En outre, des modèles d'actes et une FAQ sera mise à la disposition des adhérents.

Par ailleurs, en interne, il a été organisé par l'un de nos référents laïcité une action de sensibilisation des agents de l'établissement qui souhaitait avoir des informations sur ce sujet.

Bien entendu, comme nous l'avions annoncé lors de la journée des Portes Ouvertes au Centre de Gestion du Pas-de-Calais, il a été mis en place le réseau des secrétaires de mairie dont le Centre de Gestion est en charge de l'animation. Des fiches thématiques ont été réalisées par le service et l'ensemble des agents se trouve investi dans cette nouvelle mission. Au travers des « Rencontres des Territoires » organisées en janvier et février de cette année sur l'ensemble des arrondissements du Pas-de-Calais, on peut s'apercevoir qu'une demande forte de renseignements existe sur ce sujet. Un accompagnement spécifique des secrétaires de mairie sur les thématiques Ressources Humaines est prévu toute cette année 2025, par l'organisation de webinaires portant sur certains sujets. On peut citer les congés annuels, la promotion interne, CAP, CST, le recrutement...

Enfin, en fin d'année 2025, le service se mettra en ordre de bataille afin de préparer les prochaines élections professionnelles de 2026, qui demandent un gros travail de préparation et pour lesquels l'ensemble des services du Centre de gestion se trouve mobilisé lors de la phase d'envoi. L'organisation de ce travail tous les 4 ans sollicite et monopolise les agents du service pendant un laps de temps important, d'où la nécessité d'anticiper le travail à réaliser.

Le Conseil d'Administration de notre établissement sera également renouvelé suite aux élections municipales organisées en mars 2026 et ceci dans le courant de l'année.

L'année 2026 sera donc une année d'élections successives pour le Centre de Gestion.

THEMES	2022	2023	2024
NOMBRE DE QUESTIONS STATUTAIRES	1 249 questions	1 734 questions	1924 questions
DEONTOLOGUE / LAÏCITE	26 questions	36 questions et 21 avis rendus	35 avis rendus (8 agents 27 employeurs)
VEILLE JURIDIQUE	50 articles	41 articles	27 articles

Enfin concernant les ressources humaines de l'établissement, outre la mise en place d'un plan de formation en concertation avec les responsables des pôles, le service est en charge de la mise à jour et de l'alimentation

des dossiers individuels dans la GED (Gestion Electronique de Documents) et se voit conforter dans son rôle d'accompagnement des services et des agents de l'établissement.

Le pôle Médical :

La médecine professionnelle :

L'antenne de Boulogne-sur-Mer a pu s'appuyer durant l'année 2024 sur l'agrandissement des locaux réalisé en 2022/2023, permettant un fonctionnement à 100% du service. Actuellement composée de 2 médecins, 3 infirmiers, 1 secrétaire et 1 psychologue du travail, l'antenne enregistrera cependant le départ en retraite d'un de nos médecins en juillet 2025.

Au niveau de l'antenne de Saint Omer, nous avons recruté un médecin du travail à temps non complet, arrivé durant le mois d'août, ainsi qu'une secrétaire médicale pour décharger l'infirmière en place des tâches administratives, et ce afin de déployer le modèle déjà éprouvé sur les autres antennes.

Les locaux ont également bénéficié d'une remise à neuf par le réaménagement et la création d'un nouveau bureau, des travaux d'électricité ont également été entrepris. Reste le rafraichissement de l'ensemble par la réalisation des peintures.

Malheureusement le médecin de l'antenne de Saint Omer a présenté sa démission début janvier 2025 et l'antenne se réorganise donc depuis autour de l'infirmière et la secrétaire, avec des vacations régulières des médecins des autres antennes.

Depuis 2024, le service est présent sur le bassin minier avec une antenne à Lens pilotée par notre médecin coordonnateur. Auparavant sur l'antenne de Béthune, elle assure désormais sa mission principale sur le Lensois en binôme avec une infirmière et une secrétaire pour la gestion des plannings et des rendez-vous.

17 collectivités ont déjà fait le choix de nous rejoindre sur cette antenne, la commune d'AVION étant la dernière arrivée au 01/01/2025.

Bien entendu, les départs devront être comblés afin d'assurer une qualité de service optimale comme nous le souhaitons, en assurant une prestation de service basée sur le qualitatif plutôt qu'accès uniquement sur le quantitatif. L'aspect pluridisciplinaire du service est indispensable pour offrir aux collectivités et établissements adhérents une prestation complète avec un travail étroit entre les médecins, les psychologues et les préventeurs.

Il est donc prévu le recrutement de 2 médecins supplémentaires pour respectivement les antennes de Béthune et de Saint Omer, ainsi qu'une infirmière pour pallier dans un premier temps au départ en retraite du médecin de Boulogne sur Mer. Le recrutement d'un médecin sur Béthune engendrera également le recrutement d'une secrétaire médicale pour la gestion des plannings et des tâches administratives.

Nous sommes toujours en recherche active de locaux pour accueillir l'antenne médicale de Béthune sur des locaux plus adaptés et surtout sécurisés. Des pistes sont entrevues avec l'aide et le relais d'un élu du Béthunois, par ailleurs membre de notre Conseil d'Administration.

Sans anticiper les résultats et les enseignements de la comptabilité analytique, ce service a enregistré au terme de l'année 2024 des recettes pour un montant global de 1 018 392 €. Ce montant sera bien entendu mis en corollaire avec les dépenses recensées pour son fonctionnement.

Le service Prévention Handicap :

La dernière convention triennale passée entre le Centre de Gestion du Pas-de-Calais et le FIPHFP s'est terminée le 30 septembre 2022. Une nouvelle convention a donc été présentée et validée par le Comité Local du FIPHFP dans sa réunion en date du 13 décembre 2022. La prochaine convention, c'est-à-dire la cinquième, a été signée en début d'année 2023. Les objectifs ont été revus à la hausse et leur bon accomplissement permettra au Centre de Gestion de recevoir une somme de 328 000 euros au total. Cette nouvelle convention se déroule sur la période du 1er octobre 2022 au 30 septembre 2025.

Si les interventions ont été peu nombreuses en matière de prévention, nos services ont enregistré le versement du 2^{ème} acompte de la convention FIPHFP pour 131 240 €. En outre les aides au poste de travail et aux déplacements concernant le personnel du Centre de Gestion ont amené des recettes pour 14 202 € sur l'année 2024.

Le service a été réorganisé en 2024 en raison du départ par voie de mutation de notre agent chargé de l'inspection en santé et sécurité au travail (CISST) en novembre 2023. Un redéploiement interne a pu être mis en place et 2 agents administratifs ont intégré les postes de préventeurs au sein du service, grâce notamment aux formations proposées par le CNFPT.

Ce service est financé par le conventionnement avec les collectivités et établissements adhérents mais également par le conventionnement FIPHFP.

Une prochaine version de la convention FIPHFP est en cours de rédaction et sera présentée en comité régional, pour un montant au moins égal à la version 2022-2025.

Le service des instances médicales :

Face à la relative baisse d'activité observée en 2023 (-14% de dossiers comparativement à 2022), due à la réforme du Conseil Médical, l'effectif du service a été réduit en 2024, passant de 6 gestionnaires de dossiers à 5.

L'activité 2024 a ainsi été comparable à l'année précédente, le nombre de dossiers étudiés (et donc d'avis rendus) passant de 2702 à 2793 (+3%), répartis de la sorte : 1115 dossiers pour les collectivités du socle commun (40%), 1678 dossiers pour les collectivités affiliées au CDG (60%).

Le pôle Développement de l'Emploi Public et Numérique :

Concours et examens :

Au titre de l'année 2024, les événements majeurs relatifs à l'organisation des concours portent notamment sur la mise en place de l'Examen Professionnel de Professeur d'Enseignement Artistique dans la spécialité trompette avec la participation du Conservatoire de Calais. Il a également été organisé l'Examen Professionnel de Sergent de sapeurs-pompiers professionnels par convention avec le SDIS du Pas-de-Calais, ce qui démontre une nouvelle fois, le savoir-faire de nos équipes en ce domaine.

Nous avons déjà organisé ce type de concours et d'examen pour le SDIS il y a quelques années déjà. Cette nouvelle réalisation pour leur compte, renforce donc notre positionnement sur ce sujet.

Dans le cadre de l'alliance des Hauts de France, nous avons également accueilli le Concours d'Attaché Territorial au stade ARENA de Liévin pour 813 candidats, et à SCENEO Longuenesse ceux de Gardien brigadier de police municipale, de Technicien et de Technicien principal pour un total de 596 candidats sur les différentes épreuves. Au total, les services ont vérifié 1 993 dossiers d'inscriptions toutes filières confondues sur l'année 2024.

Pour 2025, nous organiserons, le Concours d'Assistant de Conservation du Patrimoine et des Bibliothèques, les Examens Professionnels d'Assistant d'Enseignement Artistique de 1^{ère} et de 2^{ème} classe, en sus de ceux organisés classiquement. Dans le cadre de l'alliance des Hauts de France, nous accueillerons les candidats du département inscrits aux épreuves d'ingénieur et de Rédacteur.

Le prévisionnel établi par le service fait état d'un total possible sur l'année 2025 de 3 800 inscriptions et donc autant de dossiers à instruire.

Enfin, l'année 2025, coïncidera avec l'aménagement du service et par la même du pôle dans les nouveaux locaux.

Le service de remplacement :

Le Centre de Gestion, en partenariat avec le CNFPT et France Travail, a piloté la 10^{ème} promotion de formation au métier de secrétaire de mairie. Par rapport aux sessions précédentes, elle s'est inscrite dans un dispositif plus long tant pour la formation théorique que pour la formation pratique, qui a été portée de 3 à 5 semaines, avec une réalisation en 2 temps pour répondre aux remarques et aux retours formulées par les précédents stagiaires et les collectivités formatrices.

La commune de Burbure a accueilli cette dernière session de 14 personnes qui sont désormais disponibles pour des remplacements ou des interventions en raison d'un surcroît d'activité ou encore pour pallier à des absences sur les secteurs de l'Artois, de l'Audomarois ou du Saint-Polois.

Sur ces 14 personnes, 4 ont déjà trouvé des contrats ou ont été nommées stagiaires, et 1 personne a été affectée au sein du service de remplacement.

Pour 2025, 2 sessions sont prévues, soit 1 par semestre. Le financement de la formation serait assuré par le CNFPT comme auparavant et l'indemnisation des demandeurs serait prise en charge par France Travail. Le Centre de Gestion serait en charge de l'organisation et prendrait à sa charge la formation spécifique à un logiciel de paye comme précédemment.

Nous sommes cependant dans l'attente pour mener à bien nos actions sur ce sujet. En effet, une convention nationale est en cours de négociation. Mais il reste un point délicat en suspens qui repose sur l'obligation de recruter les demandeurs d'emploi pour une durée de 6 mois dans le cadre du dispositif France Travail. Le CNFPT et la FNCDG souhaitent eux, une période de 6 mois pouvant se porter sur une durée plus longue que celle prévue. A défaut d'accord sur ce point le CNFPT ne prendrait pas en charge le coût de la formation.

En fonction des réponses et des éclaircissements apportés, le Centre de Gestion sera amené à se positionner sur ce sujet.

Données sociales et promotion de l'emploi public :

Au niveau du RSU « Rapport Social Unique » 409 collectivités et établissements ont répondu à l'enquête. Au niveau des retours, 90 collectivités de plus de 50 agents, donc disposant de leur propre CST ont transmis leurs documents pour un total d'agents de 23 174 et 319 entités de moins de 50 agents ce qui représentent 3 189 agents.

Ces chiffres nous donnent un taux de retour au niveau du volume des agents de 84,18 % et de 32,60 % au niveau du nombre de réponses attendues.

Pour 2025, il nous faut atteindre un taux de réponse plus significatif, avec un accompagnement accru notamment des petites structures dans la saisie sur l'application mise à disposition.

Au niveau de la promotion de l'emploi public, le service s'est attaché à être présent sur 19 forums de l'emploi avec une participation sur le salon de l'étudiant organisé à ARRAS. Dans le cadre de nos échanges avec France Travail, 8 interventions sont à reprendre au niveau des conseillers et demandeurs.

Également en charge du suivi et de l'accompagnement du reclassement et de la période préalable au reclassement, le service assure la gestion de 50 dossiers. Rappelons que la PPR est un nouveau droit automatiquement proposé à tout fonctionnaire territorial dont l'état de santé physique et/ou mental, sans lui interdire d'exercer toute activité ne lui permet plus d'exercer les fonctions correspondant aux emplois de son grade (décret 2019-172 du 5 mars 2019).

3 856 opérations de recrutements ont été gérées par le service Bourse de l'emploi et 2 249 curriculum vitae ont été validés sur le logiciel SET « Site de l'Emploi Territorial ». Le service a créé une offre d'emploi « design » et une fiche « réflexe recrutement » dans le cadre d'un travail collaboratif avec le CLEP 62 afin d'être plus attractif auprès des candidats aux emplois publics. Un travail est effectué actuellement pour proposer des contenus innovants et ainsi promouvoir les métiers de la fonction publique territoriale.

Enfin dans le cadre de la mission de conseil en évolution professionnelle mise en place tout dernièrement, 9 agents d'une grande intercommunalité font l'objet d'un suivi particulier.

Pour 2025, l'année commencera avec notre participation au salon de l'étudiant organisé sur Lille pendant une durée de 3 jours et ceci dans le cadre de la mission de coopération « attractivité » menée en partenariat avec le Centre de Gestion du Nord.

Le service procédera à l'organisation et à la planification des réunions et entretiens individuels des lauréats concours.

La mission de conseiller en évolution professionnelle sera déployée sur une plus grande échelle, et nous nous attacherons à communiquer sur les situations d'usure professionnelle et les dispositifs permettant d'anticiper les situations d'inaptitude.

L'archivage électronique et la mission socle numérique :

Le service a organisé 12 réunions de sensibilisation sur la thématique de la cyber sécurité et ceci en partenariat avec la Région Hauts de France, l'ANSSI, la gendarmerie nationale et le CRIST. Ces réunions ont connu un vif succès puisqu'elles ont regroupé plus de 500 participants à travers le département. Nos services sont également sollicités sur des missions d'audit de sécurité, afin de conseiller notamment les petites collectivités sur les moyens matériels et humains à travers des bonnes pratiques, pour lutter contre le piratage informatique.

En 2025, 4 événements seront mis de nouveau en place avec les mêmes partenaires.

Comme annoncé l'année dernière dans le précédent DOB, la prestation « Archives » a été lancée. 22 conventions ont été signées à cet effet, et devant la montée en puissance du service, un recrutement a été opéré pour traiter les archives papier au sein des collectivités et établissements adhérant à la prestation. Par ailleurs, le service réalise des webinaires dédiés aux archives dénommés « ¼ d'heure archives » et nous en serons cette année à la saison 3.

Dans le domaine de l'archivage numérique, une convention tripartite a été signée avec le Centre de Gestion du Nord pour la mise en place de l'archivage numérique pour l'utilisation de leur SAE, Service d'Archivage Electronique. Le SDIS 62, intéressé par la démarche a conventionné avec nos établissements pour bénéficier de cette prestation.

Au niveau de la e-administration, le service assure le suivi de son implantation et de son développement sur le territoire à travers les différents moyens mis à disposition. On peut citer le protocole Actes qui permet la dématérialisation de la transmission des actes au contrôle de légalité, ainsi que le socle de bas numérique. Rappelons que cette mission a permis aux collectivités de moins de 2 000 habitants de se doter d'un appui technique et logistique en matière informatique avec la fourniture d'une adresse mail, d'un nom de domaine, d'une page internet, d'un certificat de signature électronique et d'une sauvegarde externalisée. Le service s'est doté en 2024 d'un technicien supplémentaire pour assurer le fonctionnement des missions.

Le passage dans la cotisation additionnelle de la mission Actes a créé un appel d'air et notre service UNI, Usages Numériques Informatiques, connaît une vague de demandes importantes qui les oblige à planifier les interventions nécessaires à l'installation logiciel et à la formation, tant du personnel territorial que des élus.

Au niveau du RGPD, le Centre de Gestion continue de proposer son offre de service dans le département avec en relais et soutien les intercommunalités. Cette mission a également fait l'objet d'un changement de financement par son passage également dans l'additionnelle.

Le dernier projet du service UNI, qui vous sera proposé lors d'un prochain Conseil d'Administration sera la mise en place du coffre-fort électronique en partenariat avec Fibre Numérique 5962 et le Centre de Gestion du Nord. Ce projet pourrait obtenir un subventionnement FEDER pour sa mise en place et son développement. Il s'agit ici de proposer une mission d'archivage en ligne des données et des documents sensibles en les garantissant sur une longue période.

LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

Tout en maîtrisant nos dépenses de fonctionnement, et afin de préserver notre capacité d'investissement et pérenniser un service public de qualité, nous devons nous attacher à renforcer les liens avec les collectivités et établissements en développant des services à leur destination et répondant à leurs attentes. L'optimisation et la simplification des échanges, la modernisation de l'image et de l'identité visuelle du Centre de Gestion et une présence accrue sur le terrain participent à ce que notre établissement apparaisse aux yeux des employeurs territoriaux, comme le partenaire de proximité privilégié et comme un véritable prestataire de services.

Dans ce contexte, les orientations budgétaires proposées sont les suivantes :

- La poursuite et le renforcement des missions du Centre de Gestion,
- L'optimisation et la simplification des échanges avec les collectivités,
- La valorisation de la notion de proximité et d'expertise.

Les recettes de fonctionnement :

Sur les orientations budgétaires 2025, compte tenu du contexte financier des collectivités, les taux de cotisations obligatoires et additionnelles et du socle commun ont été reportés. Ces taux sont respectivement de 0,80 % pour l'obligatoire, de 0,45% pour l'additionnelle et de 0,10 % pour le socle commun.

Evolution des cotisations sur les 4 dernières années :

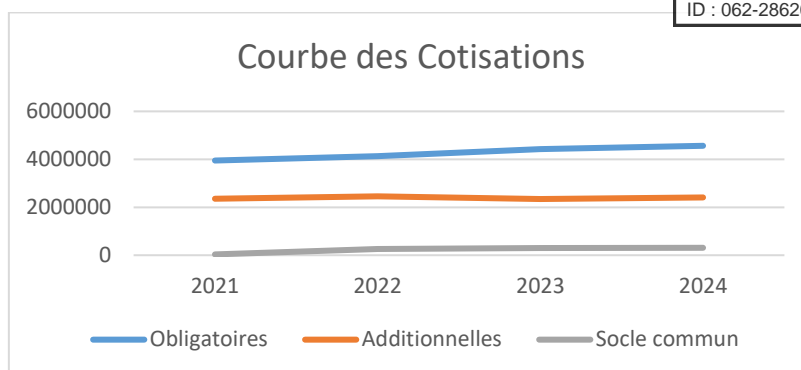
	2021	2022	2023	2024
OBLIGATOIRES	3 949 543 €	4 133 877 €	4 423 514 €	4 563 383 €
ADDITIONNELLES	2 355 716 €	2 456 942 €	2 344 042 €	2 405 057 €
SOCLE COMMUN	34 868 €	255 818 €	302 871 €	310 169 €

On observe une hausse régulière de nos cotisations obligatoires sur les 4 dernières années. La hausse des rémunérations par la revalorisation des échelles indiciaires ou de la valeur du point, les avancements d'échelon, de grade font mathématiquement augmenter le montant des cotisations versées au Centre de Gestion par les collectivités et établissements.

Pour la cotisation additionnelle, on observe une baisse sur 2023 liée au passage de la cotisation de 0,50 % à 0,45 % décidé par le Conseil d'Administration. Sur 2024, légère remontée des cotisations explicables par les mêmes raisons que la croissance des cotisations obligatoires.

Enfin, le socle commun suit aussi la même courbe ascendante en fonction des augmentations salariales.

On observe à travers le graphique ci-après une croissance de nos cotisations sur les 4 dernières années qui tend à se stabiliser.



Il sera donc prévu au budget primitif une augmentation de 2 % des sommes encaissées à ce titre.

Cependant, il ne faut pas oublier le retrait de la ville de Liévin et de son CCAS des collectivités et établissements adhérents volontaires. Le retrait de ces 2 entités représente une perte de cotisations qu'il convient de préciser et de prendre en considération dans la préparation budgétaire. Le tableau ci-dessous fait état à ce titre d'une perte de 178 392 € de recettes

Cotisations	LIEVIN	CCAS LIEVIN	TOTAL
Obligatoires	96 299 €	17 872 €	114 171 €
Additionnelles	54 168 €	10 053 €	64 221 €
TOTAL	150 467 €	27 925 €	178 392 €

Bien entendu cette baisse sera compensée mais pour une petite partie par l'adhésion au socle commun. Cependant cette adhésion ne représente que 14 271 € sur la base des cotisations 2024, soit une perte de 164 121 € pour le Centre de Gestion.

Recettes des services sur les 4 dernières années :

	2021	2022	2023	2024
CHAPITRE 70 SAUF COTISATIONS	1 917 877 €	2 222 297 €	1 802 122 €	2 131 706 €

Augmentation de nos recettes sur la période 2023/2024 de 329 000 €. Les remboursements opérés par le Centre de Gestion du Nord avec les sommes reversées au titre des concours et examens ne sont pas neutres dans cette augmentation de nos recettes ainsi que le coût lauréat récupéré par le service Concours. Les prévisions de recettes pour 2025 seront similaires pour certains services, 240 000 € pour l'assurance statutaire et la PSC. Au niveau de la Médecine Professionnelle nous réévaluerons les possibilités de recettes en fonction des nouvelles adhésions en 2025 sur l'antenne de Lens.

Au niveau des autres recettes nous maintiendrons à un niveau équivalent les recettes perçues au titre du service de remplacement soit environ 430 000 € et nous reverrons les versements au titre du personnel privé d'emploi en fonction des départs possibles et de la prise en charge de fonctionnaires en cours d'année.

Les dépenses de fonctionnement :

Les efforts de maîtrise des effectifs nous ont permis de freiner l'évolution de notre masse salariale. Le Centre de Gestion s'est engagé sur cette voie, avec notamment un redéploiement de certains effectifs sur d'autres missions ou de nouvelles missions. La mobilité interne est donc privilégiée quand cela est bien entendu possible. On peut citer à cet effet, les changements d'affectation de 2 agents du service concours qui ont

rejoint pour l'un le service Prévention Handicap et pour l'autre l'antenne médicale de Lens pour en assurer le secrétariat.

Les dépenses de personnel représentent plus de 61 % de nos dépenses pour 2024, et comme évoqué au titre de la présentation des services ci-avant, elles devraient encore augmenter au titre des recrutements attendus (Médecins, secrétaires médicales, infirmière). Bien entendu les départs connus repris ci-après dans le document viendront amoindrir la charge du chapitre consacré aux dépenses de personnel. De même, il convient de préciser que si les dépenses liées aux personnels pris en charge à savoir les FMPE, Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi sont reprises dans les charges de personnel, la recette correspondante n'est plus considérée comme une atténuation de charges, mais comme une contribution reprise au chapitre 74.

Pour 2024, le Conseil d'Administration avait mis en place le versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat versée aux ayants droits en février (Coût de 48 000 € hors FMPE). N'oublions pas également la prise de 5 points d'indices majorés pour l'ensemble des personnels soit une augmentation brute de 24.60 € par mois soit 295.20 € annuels. Ces éléments ne sont pas reconduits pour l'année 2025, ainsi que la GIPA, Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat désormais supprimée.

Une mesure viendra cependant impacter nos dépenses de personnel sur plusieurs années. En effet, le gouvernement a publié au JO du 31 janvier 2025 le décret 2025-86 du 30 janvier 2025 instaurant une augmentation progressive et significative du taux de cotisation vieillesse des employeurs affiliés à la CNRACL. Ce décret fixe le taux de la cotisation d'assurance vieillesse applicable aux rémunérations versées aux fonctionnaires territoriaux et hospitaliers à 34.36 % en 2025 contre 31.65 % en 2024. Ce taux doit augmenter progressivement les années suivantes pour atteindre 43.65 % en 2028.

Tableau d'évolution des taux
De 34.65 % à 37.65 % au 01 ^{er} janvier 2026
De 37.65 % à 40.65 % au 01 ^{er} janvier 2027
De 40.65 % à 43.65 % au 01 ^{er} janvier 2028

Tableau des dépenses de personnel sur les 4 dernières années :

	2021	2022	2023	2024
CHAPITRE 012 MOINS LES ATTENUATIONS 013	4 932 256 €	5 019 802 €	5 610 182 €	5 836 756 €

Au niveau des charges à caractère général, c'est-à-dire le chapitre 011, nous constatons une augmentation importante de celles-ci sur l'exercice 2023. Comme expliqué au DOB 2024 et lors de la présentation du compte administratif 2023, cette augmentation importante repose sur les droits syndicaux. Outre le rattrapage du retard pris dans les remboursements, la nouvelle nomenclature comptable place le remboursement des droits syndicaux désormais au chapitre globalisé 011, alors qu'auparavant l'imputation comptable se faisait au chapitre 65. Pour mémoire les droits syndicaux payés en 2023 s'élevaient à 1 743 643 €. Au titre de l'année 2024, une somme de 964 247 € a été constatée à cet effet soit une différence de 779 396 €. Bien entendu un détail plus approfondi vous sera présenté lors de la présentation du compte administratif 2024.

Tableau des charges à caractère général sur les 4 dernières années :

	2021	2022	2023	2024
CHAPITRE 011	1 466 522 €	1 623 107 €	3 665 153 €	2 775 674 €

Les dépenses et les recettes d'investissement :

En investissement, la principale orientation en dépenses est bien entendu de finir les travaux d'extension du bâtiment dans les délais impartis. La réception est envisagée pour la fin avril après bien entendu les réserves éventuelles et leurs levées. Il vous a été présenté le tableau de suivi financier du chantier avec les sommes restantes à honorer par notre établissement.

Les actualisations de prix seront sans doute demandées par les entreprises qui viendront augmenter le solde restant à payer, mais ceci sans commune mesure avec les sommes déjà acquittées. Par ailleurs, il est sollicité l'agrandissement du parking du bout (salle de sport) afin d'augmenter sa capacité d'accueil notamment dans le cas d'organisation de concours et réunions. De même, un travail supplémentaire a été demandé à l'architecte en charge du suivi et de la réalisation des travaux pour aménager la coursive située entre le nouveau bâtiment réhabilité et le premier atelier pour en agrémenter la vue.

Par ailleurs, toujours dans le cadre des ateliers, nous avons procédé à l'étude du désamiantage du site et à la déconstruction de certaines parties intérieures d'un atelier, afin de pouvoir récupérer un plateau d'une surface conséquente. Ce vaste espace clos dont il conviendra de changer la couverture, pourra être utilisé dans le cadre des journées « Portes Ouvertes du Centre de Gestion » ou tout autre réunion ne nécessitant pas de conditions particulières dont le chauffage notamment.

La salle actuelle du Conseil d'Administration fera également l'objet de toute notre attention. Son agrandissement, par l'enlèvement de la cloison béton qui la sépare de la salle voisine, permettra d'accueillir dans de meilleures conditions nos différentes instances et réunions.

D'autres consultations en cours de chiffrage, sont ou vont être lancées pour terminer l'aménagement du site et assurer sa protection. On peut citer :

- Marché de mobilier et d'aménagement des espaces intérieurs : Accueil, attente concours, mobilier pour l'organisation des concours (tables et chaises d'examen), mobilier salle de réunion des instances.
- Pose de clôtures pour sécuriser et délimiter le site et ses accès. Vidéosurveillance du site prévue.
- Aménagement audio et vidéo de la salle des instances et du Conseil d'Administration
- Aménagement et équipement de la cuisine dans le cadre de la fourniture de plateaux repas par un traiteur.
- Création de parkings en structures alvéolaires et réfection des espaces verts.

Les recettes d'investissement sont quant à elles limitées pour la quasi-totalité à notre capacité d'autofinancement et au prélèvement sur la section de fonctionnement et bien entendu au FCTVA.

LES MOUVEMENTS DE PERSONNEL SUR L'ANNEE 2024

:

- Les nouveaux arrivants :

- 1 rédacteur contractuel, remplacement d'agent en arrêt, au service Gestion des Carrières
- 1 adjoint administratif au service Paie à Façon
- 1 technicien territorial contractuel au service UNI
- 1 médecin contractuel sur l'antenne médicale de Saint Omer
- 1 attachée principale au service Promotion de l'Emploi Public
- 1 adjoint administratif contractuel, secrétaire médicale sur l'antenne de Saint Omer
- 1 attaché de conservation du patrimoine contractuel au service UNI sur la mission Archives Numérique et Archives Classiques

Les départs enregistrés :

- 1 adjoint administratif par voie de mutation
- 1 adjoint administratif contractuel, recrutement par une collectivité
- 1 adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, départ en retraite pour invalidité
- 1 adjoint technique, départ en retraite pour invalidité
- 1 administrateur général territorial, départ en retraite

Les autres mouvements de personnel :

- 1 adjoint administratif de 1^{ère} classe, réaffectation secrétaire médicale, antenne de Lens
- 1 rédacteur principal de 1^{ère} classe, changement de service, intégration au service prévention
- 1 attaché, responsable du pôle juridique et statutaire

EVOLUTION PREVISIBLE DES EFFECTIFS POUR L'ANNEE 2025

Au niveau des effectifs, il est prévu le recrutement sur des postes existants ou la création des emplois suivant :

- Les recrutements possibles :
 - o 2 médecins en Santé au Travail pour les antennes de Saint Omer et Béthune
 - o 1 secrétaire médicale pour l'antenne de Béthune
 - o 1 gestionnaire Concours
 - o 1 médecin ou une infirmière en Santé au Travail pour l'antenne de Boulogne sur Mer

Les départs identifiés :

- o 1 médecin démissionnaire au 31/01/2025
- o 2 adjoints administratifs principaux de 1^{ère} classe, départs en retraite pour invalidité
- o 1 médecin pour admission à la retraite au 01/07/2025
- o 1 adjoint administratif en CDD pour fin de contrat au 31/01/2025

Les autres mouvements de personnel :

- o 1 rédacteur principal de 1^{ère} classe, réintégration après décharge syndicale
- o 1 adjoint technique auparavant sur la filière administrative nommé comme agent polyvalent au sein des services techniques

Les agents en disponibilité :

- o 2 adjoints administratifs pour convenances personnelles (terme en 2025)
- o 1 adjoint administratif principal de 1^{ère} classe (terme en 2025)

Les fonctionnaires momentanément privés d'emploi

- o 3 adjoints techniques
- o 1 animateur principal de 1^{ère} classe
- o 1 brigadier-chef principal
- o 1 adjoint administratif principal de 2^{ème} classe
- o 1 adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe

Il est important de rappeler que les départs d'agents ne font pas l'objet d'un remplacement systématique. En effet, avant de décider d'un recrutement, le Centre de Gestion étudie toutes les possibilités de mobilité interne et les adaptations dans l'organisation du travail. De même, il est étudié la possibilité de réaffectation sur d'autres services pour permettre la reprise d'activité des personnels.